



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 17 février 2015

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2015 – 02 DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 10 février 2015, s'est réuni le mardi 17 février 2015 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Alexandra ARDISSON, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Paul EUZIERE, Myriam LAZREUG, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Jean-Marc DEGIOANNI, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Alexandra ARDISSON (prend part aux délibérations N°01 à 14)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL
- Madame Mireille BANCEL

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Monsieur Jonathan TURRILLO
- Madame Valérie DAVID à Madame Marguerite VIALE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie OGGERO MAIRE
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Muriel CHABERT
- Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL à Madame Myriam LAZREUG
- Madame Mireille BANCEL à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Chems SALLAH est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 décembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 17 FEVRIER 2015

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter des éléments de discussion pour le débat d'orientation budgétaire pour l'année 2015.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
Direction des Affaires Financières	/	

Monsieur le Maire expose :

La tenue du débat d'orientations budgétaires est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants, il doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Il permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les axes de priorités et qui seront affichées au budget primitif, mais également de s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité.

I – LOI DE FINANCES 2015

1) Contexte national

Les mesures annoncées par le gouvernement seront intégralement mises en œuvre selon le calendrier prévu.

A ce titre la baisse des dotations aux collectivités de 2015 à 2017 a été entérinée.

Les impacts de ces mesures vont produire un effet dont les conséquences restent à évaluer, notamment pour un secteur local qui représente 70% des investissements publics.

L'effort de maîtrise de la dépense sera strictement respecté avec un plan de 50 milliards d'euros d'économies pour l'Etat sur la période 2015-2017 :

- Etat et agences : 19 milliards
- Collectivités locales : 11 milliards, 3,67 milliards d'euros sur 3 ans
- Assurance maladie : 10 milliards
- Protection sociale : 10 milliards

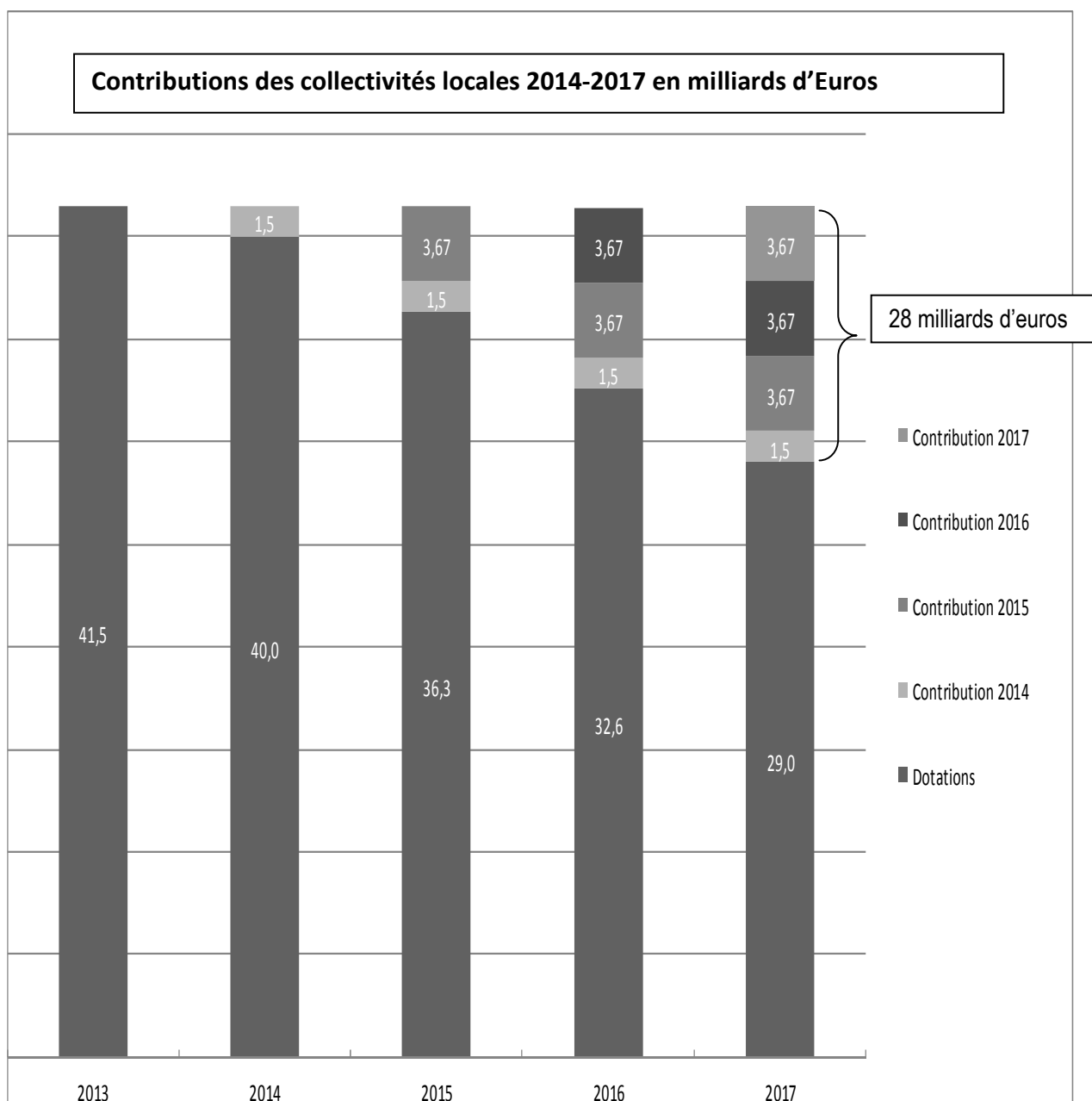
Il faut préciser que les contributions imposées à cet effet viendront s'ajouter à celles de l'année précédente, et que sur 2014, la contribution s'élevait déjà à 1,5 milliard d'euros.

En réalité et en cumulé de 2014 à 2017, ce sont 28 milliards d'euros qui ne seront pas versés aux collectivités locales par rapport aux dotations globales de fonctionnement de référence de l'année 2013.

Pour cette année, la contribution des communes au redressement des finances publiques est amplifiée. Sur les 3,67 milliards d'euros concernant les collectivités locales pour 2015, l'effort demandé sera de 1,45 milliard d'euros pour les communes qui sont à comparer avec les 588 millions d'euros de l'année dernière.

La contribution est donc 2,5 fois plus importante.

Sur cette base pour la Ville de Grasse, la contribution au redressement des finances publiques par extrapolation peut donc être estimée à 1,2 million d'euros pour l'année 2015.



Si personne ne conteste le fait que les collectivités doivent participer aussi à l'équilibre des comptes publics, c'est la brutalité de la diminution de la dotation et de ses effets, qui sont insupportables.

Nous nous trouvons ainsi confrontés à des choix douloureux, avec des marges de manœuvre extrêmement étroites.

Nous allons donc devoir arbitrer sur des activités qui ne sont pas notre cœur de métier, trouver de nouvelles ressources en activant notre recherche de recettes dynamiques, tout en refusant d'augmenter davantage la pression sur la fiscalité des ménages.

2) Situation communale

- *une estimation prudente de nos recettes*

La situation conjoncturelle ainsi que la baisse des dotations font que nous resterons très prudents dans les estimations de recettes.

Notre volonté de ne pas augmenter la pression fiscale sur les ménages, se traduit par le maintien des taux actuels.

L'assemblée nationale a voté en novembre dernier une révision forfaitaire des bases fiscales à hauteur de 0,9% qui cumulée avec notre estimation de l'évolution physique donne un produit fiscal majoré de 1,3% par rapport à 2014. Cette progression fiscale correspond à ce qui a été constaté entre 2013 et 2014.

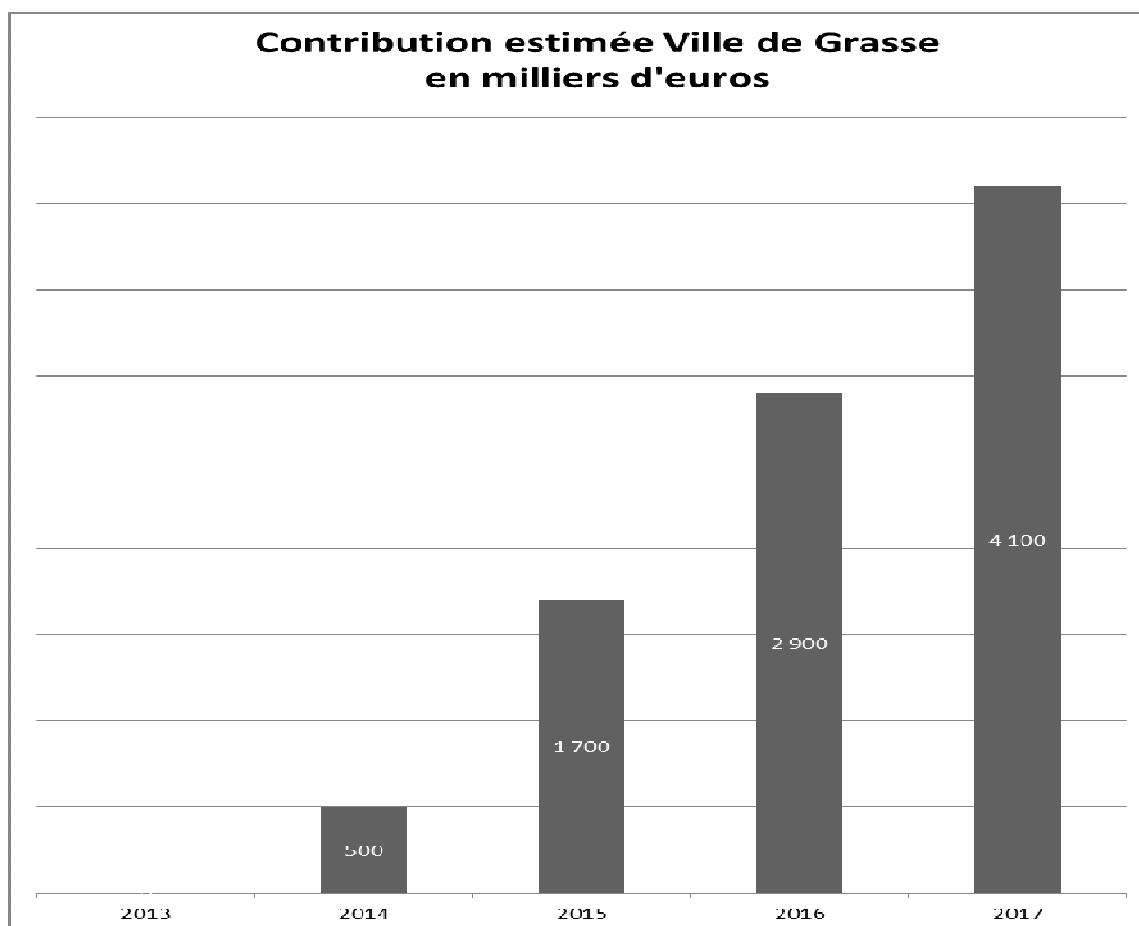
Les compensations fiscales et la dotation communautaire seront ainsi anticipées au même niveau que le budget 2014.

Par ailleurs, les droits de mutation, taxes fortement influencées par la conjoncture, seront inscrits à un niveau équivalent à ce qui été perçu sur 2014.

Les autres impôts et taxes pour lesquels le contexte économique est moins impactant sont maintenus à un montant constant.

Fort du constat exposé précédemment, nous proposons une hypothèse par extrapolation de la baisse de la dotation globale de fonctionnement à hauteur de 1,2 millions d'euros.

Le tableau ci-après montre une hypothèse de diminution de la DGF au regard du plan gouvernemental de réduction des dépenses publiques, en partant d'une contribution pour l'année 2013 de référence nulle.



En tenant compte de toutes ces hypothèses le volume global de nos recettes de fonctionnement pour le budget primitif 2015 s'établirait autour de 66 millions d'euros.

Malgré le recul de nos recettes, notre objectif d'épargne doit rester ambitieux et donc se situer autour de 4 millions d'euros pour 2015.

- Pénalités Solidarité et Renouvellement Urbain

Alors que lors des trois premières périodes triennales la Ville de Grasse a répondu aux objectifs de la loi solidarité et renouvellement urbain en termes de production de logements locatifs sociaux, l'objectif n'a pu être atteint sur la période 2011-2013, pour différentes raisons conjoncturelles et au regard de conditions économiques difficiles.

Pourtant même si les chiffres seuls ne reflètent pas l'engagement historique de la ville qui dispose tout de même de 14% de logements sociaux, le faible taux de réalisation de la dernière période triennale a eu des conséquences graves en prononçant un constat de carence pour notre commune. La pénalité SRU d'environ 500 000 euros a été doublée au regard de cette carence, portant à 1 million d'euros cette amende pour 2015.

Grâce à un premier recours l'Etat a accepté de revoir cette majoration à 250 000 euros, soit une pénalité majorée de 750 000 euros. Néanmoins la situation financière de la commune a amené à demander à nouveau l'annulation de cette majoration, afin de ramener la pénalité SRU au montant initial de 500 000 euros.

En 2014, la commune a bénéficié d'un mode de calcul spécifique du montant des dépenses déductibles, qui permettait de prendre en compte les dépenses réalisées par la Communauté d'agglomération.

Ce calcul a permis d'obtenir un montant des dépenses déductibles de 700 000 euros, permettant de ne pas avoir à verser de pénalité pour 2014 à hauteur de 500 000 euros et de déduire la somme de 200 000 euros, sur le prélèvement à venir de l'année 2015.

Dans l'attente de la réponse de l'Etat, et dans un souci de transparence et de prudence, le montant de 550 000 euros sera inscrit, correspondant au 750 000 euros moins les 200 000.

- Vigilance sur la dette

Pierre angulaire de l'équilibre, nous ne pouvons occulter le « tsunami » du 15 janvier dernier lié à l'intervention de la Banque Nationale Suisse sur le taux de change Euro/Franc Suisse.

Ce phénomène ne fait que confirmer notre stratégie agressive au quotidien dans le même état d'esprit que le protocole obtenu avec la banque DEPFA. L'accord nous a en effet permis de basculer les échéances de remboursement en taux fixe à 9%, alors qu'elles étaient indexées sur l'écart Euro/Dollar - Euro/Franc Suisse.

Pour la SFIL, leur proposition de réaménagement du mois de septembre a été remise en cause suite à la récente réévaluation du Franc Suisse par rapport à l'Euro.

Pour permettre la poursuite de négociations amiables la procédure contentieuse avait été suspendue. Toutefois en l'absence d'accord acceptable par la Ville, nous n'hésiterons pas à reprendre le recours contentieux. Nous devons faire preuve de lucidité dans les prochaines semaines, de façon à mesurer en toute sérénité les variables d'influences sur notre décision.

Les démarches à venir avec les organismes bancaires dans le cadre de nouveaux financements seront donc très encadrées et sécurisées.

- Evolution de la dette (hors PPP)

Encours de dette au 31 décembre 2013 en milliers d'euros	81 006
--	--------

Emprunts en milliers d'euros réalisés sur la période :

Mobilisations :

Société Générale taux fixe trimestriel 4,10% sur 15 ans	5 000
Société Générale taux fixe trimestriel 2,63% sur 20 ans	3 000
Crédit Foncier taux fixe trimestriel 2,60% sur 20 ans	3 000

Remboursements :

Caisse d'Epargne Revolving Eonia+0,26%	1 415
Annuité 2014 de la dette en capital	5 946

Encours de dette au 31 décembre 2014 en milliers d'euros	84 645
--	--------

A ce montant il convient d'ajouter le montant de la dette liée aux investissements du Partenariat Public Privé d'Eclairage Public soit 4 025 000 HT pour la phase 1 des ouvrages réalisés en 2014. Un montant de 2 106 000 HT sera constaté à la fin de la réalisation des travaux de la phase 2, en 2015.

- Typologie de la dette d'après la charte Gissler au 31/12/2014 (hors PPP)

		(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	26					
	% de l'encours	58,93%					
	Montant en euros	49 883 078 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	4		1	2		
	% de l'encours	7,02%		8,66%	3,90%		
	Montant en euros	5 939 779 €		7 333 333 €	3 301 739 €		
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits			1	3		
	% de l'encours			0,00%	0,00%		
	Montant en euros			0 €	0 €		
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						7
	% de l'encours						21,49%
	Montant en euros						18 187 781 €

- Cadre budgétaire pluriannuel (2015-2017) d'investissement

Notre objectif est de minimiser le recours à l'emprunt afin de ne pas augmenter notre encours de dette et ne pas obérer notre capacité d'investissement future.

CADRE BUDGETAIRE INVESTISSEMENT 2015-2017 EN MILLIERS D'EUROS
--

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
AUTORISATIONS DE PROGRAMMES	34 300	CESSIONS FONCIERES	4 500
		SUBVENTIONS	12 000
REMBOURSEMENTS DETTE EN CAPITAL	23 000	AUTOFINANCEMENT ET RESSOURCES PROPRES	18 000
		AMENDES DE POLICE	1 000
		DETTE RECUPERABLE	600
TOTAL DEPENSES	57 300	TOTAL RECETTES	36 100

L'enveloppe des Autorisations de Programme sera modifiée dans sa répartition lors du vote du Budget Primitif 2015, pour tenir compte notamment des avenants du Projet de Renouvellement Urbain.

L'emprunt prévisionnel serait de 21,2 millions d'euros sur la période 2015-2017 correspondant à un désendettement théorique de 1,8 million d'euros.

II – PRIORITES DES POLITIQUES PUBLIQUES, L'HEURE DES CHOIX ?

C'est dans le cadre de ce débat que nous devons dessiner les priorités politiques et les choix de gestion pour apporter une réponse adaptée à cette situation exceptionnelle.

- Priorités de nos domaines d'interventions pour l'année 2015

La baisse accentuée des dotations nous contraint très fortement, nous devons donc limiter certaines actions, en nous recentrant sur nos missions fondamentales au cœur de nos compétences.

Conformément au projet politique porté par la majorité municipale, les priorités d'intervention proposées pour 2015 concernent :

- Une politique de sécurité volontariste en adéquation avec les demandes de la population
- La prise en compte de la dimension sociale de nos actions dans une conjoncture particulièrement difficile
- Une proximité par une présence massive des services sur le terrain, pour satisfaire efficacement les attentes de nos administrés.

La mise en œuvre des actions et projets menés pour répondre à ces priorités politiques devra se réaliser dans un cadre de gestion rigoureux et efficient.

- Optimisation et rationalisation des moyens et ressources

- Une nouvelle organisation administrative

Elle sera mise en place durant l'année 2015, axée sur la professionnalisation et la transversalité, et définie pour une meilleure polyvalence et réactivité des services.

La gestion des ressources humaines aura un double challenge, professionnaliser et anticiper les besoins de façon à valoriser le recrutement en interne.

A ce titre, et pour mieux s'adapter aux évolutions des missions dévolues aux communes, il conviendra donc de mettre en place une politique de formation professionnelle dynamique et ambitieuse pour l'ensemble du personnel.

- Une recherche de ressources supplémentaires par une gestion patrimoniale, tarifaire et fiscale dynamique

Au travers d'une politique transparente de gestion du patrimoine, des tarifs aux usagers et des bases fiscales, la commune pourra améliorer ses ressources et permettre une lisibilité dans son action locale.

III – PRINCIPALES ORIENTATIONS PROPOSEES POUR 2015

A- Les ressources : une maîtrise extrêmement rigoureuse des dépenses et une recherche de recettes supplémentaires

1) Optimisation de l'organisation administrative

Notre objectif de rationalisation des services passe par la mise en place d'une nouvelle organisation administrative et d'un contrôle de gestion adapté.

Tout le débat sur l'axe stratégique de mise en service commun ou mutualisation prendra également tout son sens.

L'implication de l'ensemble du personnel sera essentielle dans la mise en œuvre nécessaire de nouvelles méthodes de travail, et nécessitera un accompagnement au changement.

Ainsi les informations relatives au fonctionnement et à l'organisation interne seront largement diffusées de façon à ce qu'à tous les niveaux chacun dispose du même niveau d'information.

Pour accompagner cette démarche, il sera proposé de moderniser l'équipement des services, afin notamment d'adapter les outils aux nouvelles technologies et d'optimiser la dématérialisation de nos procédures.

La maîtrise de la masse salariale passera nécessairement par le non-remplacement de certains départs à la retraite et la valorisation du recrutement en interne.

Une démarche analogue sera opérée par les organismes « satellites » de la Ville de Grasse tels que la Centre Communal d'Action Sociale, la Caisse des Ecoles, l'Office du Tourisme et la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement dans la recherche de sources d'économies.

2) Gestion patrimoniale dynamique grâce au travail effectué sur l'actif de la ville

Les pratiques administratives des collectivités territoriales ont visé à gérer leur patrimoine plutôt qu'à les valoriser. Sans viser le seul impératif de rentabilité, il est nécessaire désormais de promouvoir une gestion plus dynamique de notre patrimoine, appuyée sur une stratégie cohérente et transparente.

La mise en place de cet objectif passe par une bonne connaissance de notre patrimoine, au travers d'un inventaire physique complet des biens et de leurs caractéristiques. Sur la base de ce diagnostic, les choix seront décidés quant l'opportunité d'une rénovation, d'une acquisition ou d'une cession, ainsi qu'au regroupement rationnel d'activités et de services.

3) Réforme de notre politique tarifaire

Les services et prestations que nous proposons aux usagers doivent faire l'objet d'une réflexion stratégique, pour définir le montant appliqué, le contenu des prestations payantes, la nature et le seuil de gratuité...

Il convient au préalable d'estimer de la manière la plus précise possible, le coût du service rendu, étape indispensable et déterminante pour élaborer une politique tarifaire pertinente et transparente.

4) Poursuite de la collaboration avec les services de l'Etat sur la fiscalité

Nous devons conforter notre étroit partenariat avec la Direction Générale des Finances Publiques pour un meilleur contrôle sur les bases fiscales et les taxes d'urbanisme.

B- Les actions et projets

1) Aménagement, urbanisme et développement durable

Nous souhaitons nous inscrire à travers le Plan Local d'Urbanisme dans une perspective de développement durable et de maîtrise de l'aménagement du territoire.

Les axes privilégiés de notre développement seront basés sur la préservation de la qualité du cadre de vie et des continuités écologiques, la valorisation du patrimoine naturel.

Nous allons établir des règles d'urbanisme en adéquation avec un nouveau modèle d'aménagement moins consommateur en termes d'espaces.

Nous serons également dans une logique de renforcement de l'attractivité du centre-ville, en interactivité avec un développement dynamique plus élargi et équilibré des activités industrielles, artisanales, commerciales et de services.

Les orientations d'aménagement qui découleront des réflexions menées dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme devront être en adéquation avec les capacités financières de la Ville.

Elles seront analysées grâce à la mise en place de partenariats avec l'ensemble des acteurs publics et privés du territoire.

Elles permettront de poursuivre en lien avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse notre politique volontariste de production de logements sociaux. Cette volonté s'affiche également dans le Projet de Renouvellement Urbain

2) Renouvellement urbain

Le projet de renouvellement urbain, durant cette année 2015 va connaître une avancée significative en termes d'opérationnalité sur les grandes opérations structurantes qui le caractérisent.

Sur le centre :

Le chantier de la médiathèque, après la réalisation de la deuxième campagne de fouilles toujours en cours, permettra l'achèvement du gros œuvre de l'équipement.

Sur le quartier de la gare :

Dans le cadre de l'opération d'aménagement mixte des hangars, le site sera libre de toute occupation artisanale à compter du mois de septembre, l'ensemble foncier sera ainsi racheté à l'Etablissement Public Foncier Régional et les premiers travaux pourront débuter.

L'opération de désenclavement du quartier après la finalisation des études qui sont au stade projet aujourd'hui, fera l'objet d'une consultation afin d'initier les premiers ouvrages dans les prochaines semaines.

3) Politique de la Ville

L'année 2015, verra la mise en place d'un nouveau contrat de Ville piloté à l'échelle intercommunale sur ces territoires prioritaires, d'ores et déjà déterminés, les quartiers du Grand Centre et des Fleurs de Grasse.

En revanche, les dispositifs liés à la gestion urbaine de proximité et le coordinateur local de la sécurité et de prévention de la délinquance resteront en gestion communale.

Les actions relevant de la compétence communale continueront également d'être financées par la ville.

4) Amélioration et entretien du patrimoine communal

Une nécessaire évolution des modes opératoires est engagée afin de développer la présence et la réactivité des équipes sur le terrain.

Ce renforcement en termes de proximité se concrétisera par la mise en place ou la confirmation d'une organisation adaptée :

- La création d'une force d'intervention rapide dont le rôle sera d'être proactif et réactif en phase opérationnelle,
- une plateforme transversale entre les services afin de mieux traiter les demandes dans leur globalité,
- la confirmation d'une équipe d'intervention propreté dans le centre historique.

Une réflexion sera également menée sur la mutualisation des moyens mis à disposition entre les services, et sur le renforcement des méthodes de travail et actions en régie municipale.

Par ailleurs les équipes techniques sont également chargées d'optimiser la gestion du patrimoine communal, l'accent sera ainsi mis sur toutes les formes de travaux de mise en conformité des superstructures et infrastructures existantes.

Cette amélioration sera notamment poursuivie dans les écoles.

Certains travaux de requalifications seront également entrepris en termes de voirie et d'aménagement d'espaces verts avec une recherche active de partenaires financiers.

5) Une politique sécuritaire renforcée

La présence des agents de la Police Municipale sera renforcée sur le terrain.

Ils bénéficieront d'un accompagnement logistique adapté à leur mission délicate.

Le renforcement des campagnes de sécurisation des habitations pendant les périodes dites sensibles, ainsi qu'un redéploiement spatio-temporel des agents en coordination avec les services de la Police Nationale, seront aussi mis en œuvre dès cette année.

La vidéo-protection, atout majeur de l'exercice de notre mission, et dont le travail des agents qui la composent est régulièrement salué par les félicitations des services de la Police Nationale et de la Gendarmerie, va être confortée.

Enfin 2015 verra la pose de la première pierre d'un outil considérable et indispensable, le futur poste de Police Municipale.

Il alliera la modernité à un confort accru pour les agents et répondra aux exigences du quotidien.

6) Jeunesse, vie scolaire

L'année 2015 sera consacrée à la consolidation de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires. Après une période nécessaire d'adaptation, les nouveaux mécanismes se mettent en place tant au niveau des familles, du personnel communal que du tissu associatif.

Dans les écoles, différents métiers ont été touchés par les nouveaux plannings, il est donc nécessaire de retrouver une cohésion que la réforme a fragilisé.

7) Services à la population

Afin d'optimiser notre offre de service public dans les quartiers une formation des agents a été mise en place dans les mairies annexes.

Les agents seront ainsi en mesure de répondre aux différentes missions rencontrées au quotidien, pour satisfaire au mieux les administrés.

Le service électoral a procédé à une réforme dans son organisation. Ainsi malgré l'augmentation des bureaux de vote, le nombre de personnel sera diminué eu égard à la suppression d'un des postes de secrétaire adjoint.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans un contexte de restriction budgétaire sans porter atteinte au service rendu au public.

8) Tourisme et commerce

Il est proposé pour 2015 la mise en place d'une nouvelle synergie entre le service évènementiel, les services commerce, foires et marchés ainsi que les commerçants afin de lier les manifestations festives à une attractivité commerciale.

L'implantation d'une maison du commerce est envisagée pour insuffler cette nouvelle dimension.

Cette structure aura pour mission de faciliter l'implantation de nouveaux commerces afin de diversifier et renforcer l'offre grasseoise.

En termes d'animations, la mise en place d'une politique des marchés sur l'ensemble de la commune sera également privilégiée.

9) Culture

Le réseau des bibliothèques de la Ville de Grasse est l'emblème de la lecture publique. Il participe à la diffusion du livre vers tous les publics et conserve et valorise le patrimoine ancien.

Les documents sont rendus accessibles aux plus près des habitants et largement diffusés, notamment à travers ses bibliothèques annexes dans les hameaux Grasseois.

L'année 2015 verra l'ouverture au public de la Bibliothèque Antoine Maure sur le thème « Jardins et Paysages » avec un lieu dédié aux collections inédites.

La médiathèque du centre-ville sera remplacée par une nouvelle annexe dans les anciens locaux de l'office du Tourisme, afin d'offrir un accès aux collections, en attendant l'ouverture de la Grande Médiathèque.

Les Musées de la Ville de Grasse seront principalement concernés par la réouverture de la Villa Fragonard, suite aux travaux de restauration de la toiture et des huisseries, avec une scénographie complètement revue pour une ouverture au public prévue au mois d'avril.

Le service des archives communales continuera le développement du service médiation auprès des scolaires ainsi que la numérisation des collections, afin de les rendre accessibles sur un portail culturel commun de la Ville de Grasse.

En période de restriction budgétaire la programmation de musiques actuelles à l'Espace Culturel Altitude 500 ne sera pas renouvelée, néanmoins la structure restera un lieu de rencontres et d'échanges proposant des activités culturelles.

Le service Ville d'art et d'histoire verra le bilan effectué par le Ministère de la Culture sur les actions communales menées pendant dix ans sur ce label, et la signature d'une nouvelle convention décennale si le cahier des charges et les actions effectuées sont éligibles à un nouvel engagement entre les partenaires.

10) Sports

L'équipe d'animateurs du service des sports est mise à contribution dans le cadre des nouvelles activités périscolaires afin d'offrir un panel d'activités de plus en plus fourni aux enfants des écoles grassoises.

L'équipe joue un rôle également très important dans le cadre de l'accompagnement des associations afin que les 10 000 licenciés puissent exercer leurs activités favorites.

En termes d'infrastructures, une réflexion sera menée dans le cadre de la couverture de la tribune du stade de Perdigon.

Après cette présentation, le Maire a ouvert le débat. Les Conseillers Municipaux ont pu alors apporter leur contribution. Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.